

## Le leurre Mélenchon : pourquoi le Front de Gauche ne propose pas de sortir de l'euro ni de l'Union Européenne



### LE LEURRE Mélenchon prépare déjà LE SECOND TOUR

L'élection présidentielle aura lieu dans 9 mois mais Mélenchon commence déjà à négocier le second tour. Le Front de Gauche ne propose surtout pas de sortir de l'euro ni de l'UE. Au contraire, il est là pour faire diversion et ratisser pour le PS.

[http://lemonde.fr/politique/article/2011/08/28/melenchon-souhaite-dialoguer-avec-le-ps\\_1564606\\_823448.html](http://lemonde.fr/politique/article/2011/08/28/melenchon-souhaite-dialoguer-avec-le-ps_1564606_823448.html)

### Commentaire de Tristanof Simonovick sur facebook :

Le Front de Gauche a décidé de sortir du traité de Lisbonne afin de redonner un sens au vote de 2005. Contrairement à ce que vous croyez la décision de sortir de l'Euro ou de l'UE ne viendra pas de Mélenchon ni des militants mais d'une mise en débat et d'un référendum qui a n'en pas douter ira dans ce sens. Le Front de Gauche défendra sa ligne de transformation de l'Europe basé sur la politique économique de Jacques Généreux

<http://jacquesgenereux.fr/news/nous-on-peut-en-librairie-le-15-septembre> et Yves

Dimicoli [http://humanite.fr/03\\_08\\_2011-yves-dimicoli-%C2%AB-utiliser-autrement-l%E2%80%99euro-pour-un-nouveau-r%C3%A9gime-de-croissance-%C2%BB-477352](http://humanite.fr/03_08_2011-yves-dimicoli-%C2%AB-utiliser-autrement-l%E2%80%99euro-pour-un-nouveau-r%C3%A9gime-de-croissance-%C2%BB-477352).

### Réponse de François Asselineau :

Je ne partage absolument pas votre présentation des choses.

Il est certes intéressant que vous nous expliquiez ce que pensent M. Généreux ou le MPEP mais ce ne sont pas eux qui décident.

Mais pour savoir ce que pensent M. Mélenchon et le Parti de Gauche, il me semble que le mieux est quand même de lire les résolutions que publient... M. Mélenchon et le Parti de Gauche.

Je vous suggère donc, ainsi qu'à tous nos lecteurs, de lire la très longue mise au point de M. Mélenchon et du Parti de Gauche en date d'avril 2011 sur l'euro :

<http://www.jean-luc-melenchon.fr/arguments/resolution-du-parti-de-gauche-sur-l%E2%80%99euro/>

Comme vous le verrez, il y a dedans à boire et à manger, comme le font tous les partis qui veulent embobiner tout le monde : ils permettent à chacun de trouver ce qu'il cherche.

Cependant, le passage clé est le suivant :

"Le PG entend œuvrer à une transformation de l'UE, non à sa destruction. Il ne s'agit donc pas seulement d'abandonner l'UE à son triste sort en restaurant la seule souveraineté du peuple français, mais d'engager une épreuve de force au sein de l'UE en démontrant qu'un gouvernement déterminé à le faire peut toujours mener une autre politique. S'affranchir du carcan néolibéral de l'UE, sortir de l'application intégrale du traité de Lisbonne, sans sortir de l'UE, c'est démontrer que l'on peut préserver l'acquis de cinquante ans de construction européenne, en se débarrassant du poison néolibéral."

## **EXPLICATIONS**

Concrètement cela signifie :

1. que le Parti de Gauche et M. Mélenchon entretiennent le mythe de l'Europe "réformable"
2. que le Parti de Gauche et M. Mélenchon persistent à ne faire AUCUNE ANALYSE de qui a conçu l'Europe (les USA depuis 1949),
3. que le Parti de Gauche et M. Mélenchon persistent à ne faire AUCUNE ANALYSE de l'objectif poursuivi par Washington (la vassalisation de l'Europe dans un glacis géopolitique américain),
4. que le Parti de Gauche et M. Mélenchon persistent à ne faire AUCUNE ANALYSE de comment ça marche (le "stratagème des chaînes" que j'explique dans mes conférences, c'est-à-dire un système autobloquant dû à l'irréductible divergence des intérêts nationaux),
5. que le Parti de Gauche et M. Mélenchon persistent à ne faire AUCUNE ANALYSE de cette irréductibilité des divergences des intérêts nationaux : ils entretiennent ce mythe qui voudrait que l'Europe ne marcherait pas à cause de ses seules orientations néo-libérales, et cela alors même que tous les peuples auraient les mêmes intérêts. Il s'agit d'une vision adolescente et romantique, totalement erronée, de la réalité. Seuls des intellectuels en chambre - ou des leurres délibérés - n'ayant jamais franchi les frontières françaises peuvent sortir pareille sornette : il suffit par exemple d'aller séjourner quelque temps en Allemagne, puis en Angleterre, puis en Grèce, puis en Pologne, puis en République Tchèque, puis en Roumanie, puis en Suède, puis aux Pays Bas pour comprendre à quel point les peuples d'Europe ont des intérêts et des visions du monde radicalement opposés les uns des autres. M. Mélenchon et le PG peuvent prétendre le contraire comme le font les alter-européistes depuis un demi-siècle, mais cela ne modifie en rien la réalité des choses. Et c'est d'ailleurs bien pour cela que les projets d'Autre Europe font du surplace depuis 30 ans.
6. que le Parti de Gauche et M. Mélenchon persistent à ne pas vouloir sortir des traités européens : ils proposent de "désobéir" au traité de Lisbonne, ce qui est une blague. Comment des responsables politiques peuvent-ils avoir l'audace de proposer une pareille chose ?

- Je suis désolé de vous le dire, mais un homme d'État est quelqu'un qui respecte le droit international et qui ne brigue pas les suffrages des ses compatriotes en leur promettant de violer les traités. Le dernier chef d'État européen à avoir proposé d'agir de la sorte s'appelait Adolf Hitler.
- Je suis désolé de vous le dire mais l'idée de M. Mélenchon est non seulement une forfaiture au regard du droit international mais une ineptie politique : le jour même où la France commencerait à bafouer sa propre signature, au moins une vingtaine d'États membres de l'UE traîneraient notre pays devant la Cour de Justice des Communautés Européennes. Ne croyez pas un instant que cette plainte juridique contre la France serait faite par les gouvernements contre l'avis de leurs peuples respectifs. C'est exactement le contraire qui serait vrai : comme on le voit sur le plan de "sauvetage" de la Grèce par exemple, c'est toutes les sociétés allemande, autrichienne, néerlandaise, finlandaise, qui sont vent debout contre cette aide à la Grèce ; et ce sont les gouvernements qui temporisent et tentent de calmer l'incendie. Dans le cas envisagé par M. Mélenchon, ce sont donc les peuples allemand, néerlandais, finlandais, autrichien, slovaque, etc. qui EXIGERAIENT que leur gouvernement défère la France devant la CJCE. La France serait évidemment condamnée et sommée de respecter ses engagements internationaux avec une contrainte de temps et des astreintes financières journalières astronomiques. Notre pays se trouverait placé d'un seul coup dans la pire des positions car déclaré fautif.

## **CONCLUSION**

La proposition de M. Mélenchon et du parti de Gauche sont impraticables et ils le savent parfaitement.

Si nous nous trouvions dans la situation que je viens de décrire (condamnation automatique à la CJCE), nous n'aurions que deux sorties possibles :

1. - soit sortir de l'UE, mais dans une position politique, juridique et morale extraordinairement (et stupidement) très affaiblie,
2. - soit faire notre mea culpa et revenir au respect des traités. M. Mélenchon nous expliquerait alors en substance : "On a essayé, on a fait tout ce qu'on a pu, mais on n'y est pas arrivé".

Or nous pensons que c'est cette seconde option qui prévaudrait avec 100% de probabilité.

Et cela pour deux raisons :

- d'une part, c'est déjà le "coup" qu'avait fait Lionel Jospin pour gagner les législatives de 1997. À l'époque, le PS s'était fait élire sur la promesse formelle de modifier les critères de Maastricht. Résultat ? Une fois devenu Premier ministre, M. Jospin est allé voir le Chancelier Kohl et est revenu pour dire à la télévision française "Désolé, mais les Allemands n'ont rien voulu savoir". Il s'agit ici exactement de la même ficelle politicarde : M. Mélenchon est trop intelligent pour ne pas savoir que les gouvernements de Berlin, La Haye, Vienne, Londres, Helsinki, Luxembourg, Varsovie, etc. mettraient le holà à son projet dans les 24 heures.
- d'autre part, M. Mélenchon et le Parti de Gauche ne font pas campagne pour sortir de l'UE mais au contraire... pour y rester. Ils insistent par exemple sur le prétendu "bilan" de la construction européenne depuis 50 ans. Ils n'auraient donc aucune légitimité à faire sortir la France de l'UE car il s'agit d'un choix stratégique de toute première importance contre lequel, justement, ils s'élèvent. La meilleure preuve, d'ailleurs, que tout cela est un gigantesque leurre, c'est que ni M. Mélenchon ni le Parti de Gauche ni le Front de Gauche n'expliquent jamais aux Français que l'on peut très bien sortir de l'UE, sereinement et juridiquement, en vertu de l'article 50 du Traité sur l'Union européenne (TUE). La sortie nette et définitive de l'Euro et de l'Union Européenne n'est envisagé qu'en dernier recours mais est toutefois défendu par une composante du Front de Gauche le M'PEP (que vous connaissez très bien d'ailleurs). Vous avez le droit de douter de notre réussite mais pas de lancer le discrédit comme vous faites ni de remettre en cause notre indépendance. D'autant que ceux qui auront regarder le discours de JLM dont est tiré cet article comprendront qu'il n'est pas question de se laisser enfumer par un PS qui prône la fin des déficits publics en 2013 (austérité)